Présidentielles et législatives
les communistes dans la campagne pour gagner à gauche !

A 80 jours du premier tour de l'élection présidentielle, les jeux ne sont pas faits. Le deuxième tour cauchemardesque entre François Fillon et Marine le Pen, que l'on nous promet depuis des mois, n'est plus une fatalité.

Une autre histoire peut s'écrire. Les Françaises et les Français ont leur mot à dire, et ils le disent, déjouant tous les scénarios mis en place, refusant les impasses dans lesquelles certains s'acharnent à vouloir les enfermer.Il y a quelques semaines, la primaire de « la droite et du centre » était présentée à longueur d'antennes, non pas comme devant désigner le candidat de droite, mais le futur président de la République.
Mais aujourd'hui, François Fillon est sérieusement fragilisé et sa cote de popularité est en forte baisse : son programme ultra réactionnaire de régression sociale a provoqué prises de conscience et réactions face aux menaces qu'il fait peser sur des attentes essentielles des Françaises et des Français, notamment la possibilité de se soigner grâce à la Sécurité sociale, et de disposer de services publics performants.

Un doute profond, et sans nul doute durable, s'est aussi installé sur l'une des dimensions sur laquelle il voulait bâtir sa campagne, celle d'un homme intègre. Les Françaises et les Français ne veulent plus transiger avec l'éthique en politique et ils ont raison.

Le Front National cherche à profiter de cette situation en travestissant son programme sous un jour prétendument social et en se donnant une image d'intégrité alors qu'il ne cesse d'être impliqué dans « des affaires ». Cette double imposture peut être démasquée si la bataille des idées est menée dans les semaines à venir.

Rien n'est donc joué, mais rien n'est gagné.

La victoire d'une politique de gauche reste à construire.

Le peuple de gauche refuse le découragement et la poursuite d'un quinquennat désastreux marqué par la soumission au monde de la finance. Les mobilisations sont nombreuses dans le pays contre les plans de licenciement, pour les services publics. Le peuple veut des suites politiques à sa mobilisation, singulièrement contre la déchéance de nationalité et contre la loi El Khomri.

Après avoir contraint François Hollande au renoncement, il vient, dans la primaire socialiste, de bouter hors de la présidentielle Manuel Valls. C'est un fait inédit : ni le Président de la République, ni son Premier ministre dont l'ambition commune était d'installer définitivement le PS dans le social-libéralisme ne seront candidats : le projet politique visant à marginaliser durablement toute ambition de transformation sociale est mis à mal et réouvre le débat à gauche : le PCF, qui y a contribué avec d'autres, s'en réjouit.

Une nouvelle période de la campagne des élections présidentielle et législatives s'engage sous la pression croissante de millions d'électrices et d'électeurs qui cherchent un espoir à gauche.
C'est dans cet état d'esprit, que les communistes, ont décidé en novembre dernier, au cours d'un formidable exercice démocratique, d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle. Les communistes mèneront une campagne offensive autour de leurs propositions contenues dans la France en commun.

Nous considérons aussi que la bataille de l'élection présidentielle va de paire avec les élections législatives.
Les députés sont la représentation populaire de la nation, et ont un rôle majeur dans les choix des politiques qui vont être mises en place pour les 5 années à venir.

2017, L'humain d'abord ! PCF Parti communiste français MEMBRE DU FRONT DE GAUCHE

Les élections législatives des 11 et 18 juin prochains revêtent un enjeu important pour notre pays.

L'Assemblée Nationale est le lieu de la souveraineté populaire.
Notre parti, a toujours œuvré dans cet hémicycle pour le progrès et la justice sociale, comme ce fût le cas lors de la dernière mandature en s'opposant fermement à la loi travail notamment.

De partout sur le département, le Parti Communiste Français à décidé de présenter des candidat-es au service du rassemblement le plus large possible autour d'un projet de société de progrès, d'émancipation et de solidarité. D'ores et déjà nos candidats multiplient les rencontres, les portes à portes, les réunions publiques pour informer largement sur nos propositions.

Dès à présent, le Parti Communiste Français et les candidat-es qu'il soutiendra aux élections législatives des 11 et 18 juin prochains, formulent des propositions pour répondre à l'urgence sociale, en apportant des solutions concrètes au monde du travail, aux jeunes et aux retraités.

J'adhère / Je participe

www.pcf13.fr

contact@pcf13.fr

Ce que nous voulons

- **Agir efficacement contre l'évasion fiscale** qui coute chaque année 80 milliards d'euros à la France
- **Supprimer le CICE**
- **Revaloriser le SMIC à 1800 euros brut** et 1700 euros net en fin de quinquennat. De plus, le Parti Communiste entend agir immédiatement pour l'égalité salariale réelle entre les femmes et les hommes
- **Encadrer les rémunérations dans les entreprises** avec un écart de 1 à 20 entre le plus petit et le plus gros salaire
- **Augmenter les retraites** les plus modestes
- **Abroger la « loi travail »** et permettre l'adoption d'une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation permettant à chaque salarié-e d'alterner des périodes d'emploi et de formation
- **Réduire le temps de travail** pour établir la durée légale hebdomadaire à 32h
- **Créer un statut protecteur pour tous les jeunes de 18 à 25 ans** garantissant un revenu minimal et l'accès à l'emploi correctement rémunéré ou à une formation choisie et qualifiante
- **Porter le budget de l'Education Nationale à 7%** du PIB.
- **Permettre le droit à l'école dès 2 ans** pour les familles qui le souhaitent ainsi que l'allongement de la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans ; le rétablissement de la demi-journée d'école supprimée en primaire ; l'allongement du temps scolaire pour que toute l'école puisse se faire à l'école
- **Construire 200 000 logements sociaux** par an et renforcer la loi SRU (passage à 30% de logements sociaux en zones urbaines).
- **Garantir le droit à la retraite à 60 ans à taux plein.**
- **Abrogation les lois Bachelot et Touraine.**
- **Recruter 20 000 policiers**, gendarmes et agents administratifs de la fonction publique.